

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 avril 2003
Français
Original: anglais

Lettre datée du 24 avril 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous écrire concernant les ajustements temporaires qui ont été apportés au programme pétrole contre nourriture en vertu de la résolution 1472 (2003) du Conseil de sécurité et de vous demander un complément d'information ayant trait au programme.

Je vous contacte au nom des entreprises sud-africaines qui ont conclu des contrats au titre du programme pétrole contre nourriture. Nous avons accueilli avec satisfaction les renseignements qui ont été fournis sur l'approvisionnement en articles prioritaires prévu par la résolution 1472 (2003). Notre demande de précision auprès du Conseil de sécurité concerne principalement les articles qui n'ont pas été identifiés en tant qu'articles prioritaires mais qui remplissaient déjà les conditions requises pour que leur paiement soit effectué. Nos préoccupations sont notamment les suivantes :

- Qu'en est-il des contrats approuvés pour les articles non prioritaires qui sont financés?
- Qu'en est-il des contrats qui sont approuvés mais ne sont pas encore financés?
- Quelles mesures seront prises dans les cas où les lettres de crédit et les lettres d'approbation arrivent à échéance dans un mois environ?

Nous avons été informés lors des réunions d'information du Secrétaire général à l'intention des groupes régionaux que des indemnités pourraient être versées aux entreprises pour les pertes subies du fait de l'évacuation d'Iraq de l'agent d'inspection indépendant. Au moment de son évacuation, il y avait parmi les entreprises sud-africaines, des fournisseurs dont les biens étaient en route vers l'Iraq



et des fournisseurs qui fabriquaient, faisaient fabriquer ou entreposaient des biens devant être exportés vers l'Iraq. Nous souhaiterions que le Conseil de sécurité nous donne son avis sur la façon dont il convient de répondre aux demandes de renseignements émanant de ces entreprises.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République d'Afrique du Sud
(*Signé*) Dumisani S. **Kumalo**
